

Guatemala - Fiche sur les droits de la personne¹

Le Guatemala, dont le nom officiel est République du Guatemala, est un pays d'Amérique centrale délimité au nord et à l'ouest par le Mexique, par l'océan Pacifique au sud-ouest, par le Belize au nord-est, la mer des Caraïbes et le Honduras à l'est et par le Salvador au sud-est. Avec une population estimée à 15.8 millions, c'est l'état le plus peuplé d'Amérique centrale. Il s'agit d'une démocratie représentative et la capitale ainsi que la plus grande ville du pays est Guatemala, Nueva Guatemala de la Asunción en espagnol.²

Langue officielle : Espagnol

Groupes ethniques : 41.5% Métis; 41% Indigènes; 18% Blancs

Gouvernement: République unitaire dotée d'un régime de type présidentiel

- Président: Jimmy Morales
- Vice-président: Jafeth Cabrera
- Président du Congrès: Mario Taracena
- Président de la Cour suprême: Ranulfo Rojas

Peine de mort : Non abolitionniste

Population: 15.8 millions

Espérance de vie moyenne : 72.0 ans

Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans : 22.73 pour 1000

Taux d'alphabétisation des adultes : 81.5 %



Section 1 : Respect de l'intégrité de la personne

L'ensemble de droits de la personne le plus fondamental concerne le respect de l'intégrité de chaque individu. Il garantit le droit à la vie et celui de ne pas subir de torture. Il interdit également la détention arbitraire et les disparitions, et garantit le droit à un procès juste et équitable.

Droit de ne pas être arbitrairement ou illégalement privé de la vie

	Largement bafoué³ Il a été rapporté que des agents du gouvernement exécutent illégalement et arbitrairement des journalistes, des politiciens, des défenseurs des droits humains et des travailleurs syndiqués.
--	--

Droit d'être protégé contre les disparitions

	Respecté⁴ On ne fait état d'aucune disparition au Guatemala. Et le gouvernement a pris des mesures pour enquêter sur les disparitions datant de la période de guerre civile (1960-96).
--	---

Droit de ne pas subir de torture et d'autres peines ou de traitements cruels, inhumains ou dégradants

	Largement bafoué⁵ Plusieurs cas d'abus et de tortures par la police civile nationale ont été rapportés.
--	--

Droit de ne pas être arrêté ou détenu arbitrairement

	Largement bafoué⁶ Les arrestations et les détentions arbitraires sont interdites par la constitution. Mais on rapporte plusieurs cas d'arrestation arbitraire et extrajudiciaires, de détentions et de déni des procédures de jugement imposées par la loi.
--	--

Droit à un procès public et équitable

	Largement bafoué⁷ Le système judiciaire est inefficace, corrompu, en manque de personnel et à tendance à intimider les juges, les procureurs et les témoins. Par conséquent, beaucoup de gens se voient refuser des procès équitables et rapides.
--	--

Droit d'être à l'abri de toute immixtion arbitraire dans la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance



Respecté⁸

Le gouvernement guatémaltèque respecte largement l'interdiction constitutionnelle d'immixtion dans la vie privée.

Section 2 : Respect des libertés civiles

Les libertés civiles sont internationalement reconnues comme étant un des fondements des droits de la personne. Elles comprennent les libertés d'expression, de réunion, d'association, d'éducation et de religion. Ce sont des droits inaliénables qu'un gouvernement ne peut violer et doit garantir pour tous, y compris pour les femmes et les groupes minoritaires.

Liberté d'expression et de presse (Reporters sans frontières, Classement mondial de la liberté de la presse 2014)⁹



Pointage: 38.03, Rang: 121 / 180 – Hautement contrôlées, limitées ou intimidées¹⁰

Le haut degré d'instabilité politique au Guatemala ébranle la liberté d'expression. Les journalistes sont menacés, harcelés et même tués lorsqu'ils couvrent des cas de corruption politique.

Droit d'être à l'abri de toute censure académique



Respecté¹¹

Il n'y a aucune restriction gouvernementale relativement à la liberté académique.

Liberté de réunion et d'association pacifique



Respectée¹²

Le gouvernement respecte largement les droits de réunion et d'association assurés par la constitution.

Liberté de religion



Partiellement respectée¹³

La constitution prévoit la liberté de religion pour les croyances de tous les citoyens. Néanmoins, le gouvernement a occasionnellement limité l'accès des chefs spirituels mayas à leurs sites historiques. De plus, des tensions sociétales existent entre des communautés indigènes et les groupes juifs ultra-orthodoxes.

Protection des réfugiés et des apatrides



Partiellement respectée¹⁴

Le gouvernement assure généralement la protection des réfugiés et des apatrides. Néanmoins, l'UNHCR a exprimé son inquiétude vis-à-vis des mécanismes inadéquats d'identification et d'orientation pour les demandeurs d'asile potentiels et du manque de connaissance des règles pour obtenir le statut de réfugié.

Protection globale des libertés civiles (Classement des libertés civiles de Freedom House)^{15 16}



4 / 7 – Partiellement libre¹⁷

Alors que le gouvernement protège la plupart des libertés civiles, la liberté de presse s'est retrouvée dans le collimateur des forces de sécurité et des organisations criminelles. Les journalistes sont souvent victime de menaces, d'harcèlement et sont parfois même exécutés.

Section 3 : Respect des droits politiques

Les droits politiques garantissent à tous les membres d'une société la capacité d'influer sur le processus politique. L'évaluation des droits politiques comprend un examen du processus électoral et de la sélection des représentants, l'emancipation politique du grand public, la tolérance de la dissidence, la reddition de comptes par le gouvernement, etc.

Protection globale des droits politiques (Classement des libertés politiques de Freedom House)¹⁸



4 / 7 – Partiellement libre¹⁹

La plupart des citoyens exercent leur droit de vote lors d'élections périodiques libres et équitables. Néanmoins, les femmes ainsi que les indigènes sont largement sous-représentés dans le gouvernement.

Section 4 : Corruption et manque de transparence du gouvernement

Les droits civils, économiques et sociaux de la population d'un pays sont souvent tributaires du degré de transparence et de l'absence de corruption. Il existe différentes mesures internationales de la transparence et de la corruption, notamment la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption, le classement Bribe Payers Index et le classement Open Budget Index.

Transparence et protection contre la corruption (*Indice de perception de la corruption de Transparency International*)²⁰



Pointage: 28%, Rang: 123 / 168 – Très corrompu²¹

Les représentants du gouvernement se livrent souvent à des pratiques de corruption, en dépit des sanctions pénales appliquées en cas de corruption. Les enquêtes sur des cas de corruption ont mené à la démission et à l'arrestation de l'ancien président et de l'ancien vice-président du Guatemala.

Section 5 : Réponse du gouvernement aux critiques

Cette section traite spécifiquement de la réponse des chefs d'État aux critiques de la société civile ou aux rapports internationaux sur les droits de la personne.

Attitude du gouvernement face aux enquêtes indépendantes sur les violations présumées des droits de la personne



Partiellement respectée²²

Les fonctionnaires sont souvent réceptifs et coopératifs aux points de vue des divers organismes indépendants opérants pour les droits de la personne. Néanmoins le gouvernement enquête rarement sur les cas de menaces et d'intimidation à l'encontre des membres d'ONG et des défenseurs des droits de l'homme, plusieurs sont tués chaque année.

Section 6 : Discrimination et abus au sein de la société

Les pratiques discriminatoires d'ordre juridique et social liées au sexe, à la race, aux croyances ou à l'orientation sexuelle constituent des violations des droits de la personne. Les États possédant une solide tradition en matière de libertés civiles devraient avoir un système juridique équitable qui assure la primauté du droit, permet la libre activité économique et garantit l'égalité des chances pour tous.

Droits des femmes (*Global Gender Gap Report du Forum économique mondial*)²³



Pointage: 66.7%, Rang: 106 / 145 – Fortement inégalitaires²⁴

Même si elles ont les mêmes droits devant la loi, les femmes restent sous-représentées politiquement et sont victimes d'une discrimination économique sévère, surtout au niveau des lois du travail et de la famille. Elles sont également victimes de violences disproportionnelles. Les agressions sexuelles et les féminicides restent un problème majeur au Guatemala.

Droits des enfants (*KidsRights Overall Score*)²⁵



Pointage: 70%, Rang: 101 / 165 – Quelque peu protégés²⁶

Les abus d'enfant et l'exploitation sexuelle des enfants sont punis par le gouvernement, mais restent un problème au Guatemala. L'éducation est garantie jusqu'à l'âge de 14 ans, et l'âge minimum de mariage est 18 ans, mais on rapporte quand même des cas de mariages précoces dans les communautés indigènes.

Droits des personnes handicapées



Largement bafoués²⁷

La constitution ne contient aucune clause spécifique pour les personnes handicapées. Alors que la loi exige un accès égalitaire à l'infrastructure publique, en plus de quelques autres dispositions, on ne fait état que de très peu de personnes handicapées fréquentant les établissements d'enseignement ou occupant un emploi.

Droits des minorités nationales, raciales ou ethniques (p. ex. discrimination, islamophobie, antisémitisme, etc.)



Largement bafoués²⁸

Les personnes indigènes représentent plus que 40% de la population mais sont victimes de discrimination sociétale, légale, de développement, gouvernementale et économique. On ne rapporte aucun cas d'antisémitisme envers la communauté d'environ 2000 juifs.

Droit d'être à l'abri des abus et de la discrimination fondés sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre



Largement bafoué^{29 30}

Les lois anti-discriminations ne s'appliquent pas à la communauté LGBTI. On rapporte des cas d'harcèlements et d'extorsions de personnes de la communauté LGBTI par la police, ainsi qu'une discrimination sociétale très répandue.

Section 7 : Droits des travailleurs

Les droits des travailleurs forment un ensemble de droits légaux relatifs aux relations de travail entre employés et employeurs. Ils concernent fondamentalement la capacité de négocier la rémunération, les avantages sociaux, les conditions d'emploi et la sécurité au travail. Ces droits découlent souvent du droit de se syndiquer et de l'accès à la négociation collective.

Droit à la liberté d'association et à la négociation collective



Largement bafoué³¹

La loi autorise les travailleurs à s'associer librement, à négocier collectivement et à faire la grève. Néanmoins, certaines lois en place rendent les grèves difficiles, et les sociétés violent le droit de négociation collective des travailleurs en toute impunité étant donné que le gouvernement n'impose pas la loi efficacement.

Droit de ne pas être contraint au travail forcé ou obligatoire



Partiellement respecté³²

La loi interdit toute forme de travail obligatoire ou forcé, mais le gouvernement échoue à faire appliquer ces lois dans certaines situations. Il existe encore des cas de travail forcé dans les secteurs agricoles et domestiques.

Droit des enfants de ne pas être contraints au travail forcé et âge légal minimum d'emploi



Largement bafoué³³

Le travail des enfants est un problème très répandu au Guatemala. On compte près d'un million d'enfants entre 5 et 17 ans sur le marché du travail.

Droit à des conditions de travail acceptables



Largement bafoué³⁴

Même si le gouvernement a mis en place des lois prescrivant un salaire et des heures de travail adéquats, les sociétés violent constamment ses lois en toute impunité en raison des amendes inadéquates et de l'inefficacité des tribunaux. Les normes de la santé et de la sécurité au travail sont également inadéquates et mal appliquées.

Droit à l'emploi



2.8% - Taux de chômage raisonnable³⁵

Le taux de chômage actuel du Guatemala est extrêmement faible et devrait diminuer légèrement au cours des prochaines années.

¹ Cette évaluation est fondée sur un modèle hybride des droits et libertés de la personne qui se base à la fois sur des principes juridiques et sur des classifications intuitives. La Fondation CJPME a tenté d'intégrer le plus de sources et d'indicateurs indépendants possibles dans son analyse sommaire. Dans bien des cas, elle a tiré les données qualitatives relatives au respect d'un droit spécifique dans un pays des publications de Human Rights Watch (HRW) et des rapports sur les pays établis par le département d'État américain. HRW publie un rapport mondial qui évalue le niveau de respect des droits de la personne dans chaque pays selon une méthodologie reposant sur une couverture locale et des entrevues sur le terrain combinées avec des recherches et des analyses. Le département d'État américain maintient une publication à jour sur la situation des droits de la personne à l'échelle internationale. Son système de recherche et d'examen s'appuie sur les travaux de ses fonctionnaires ainsi que sur ceux des organismes de la société civile locale et des organisations internationales des droits de la personne.

² Les informations connues sur le pays sont puisées sur Internet, notamment dans Google, et dans les documents d'Amnistie Internationale. En ce qui concerne la peine de mort, voir le rapport d'Amnistie Internationale « *Condamnations à mort et exécutions en 2014* », 24 mars 2014. Consulté le 14 juin 2016.

<https://www.amnesty.org/en/latest/research/2016/04/death-sentences-executions-2015/>.

³ "Country Reports on Human Rights Practices for 2015 Guatemala." Département d'État américain. 1er janvier 2016. Consulté le 14 juin 2016.

<http://www.state.gov/j/drl/rls/rrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2015&dlid=253017>.

⁴ Ibid. Département d'État américain. Une « disparition » étant permanente, on la différencie d'une simple détention arbitraire dans le cadre de la présente analyse.

⁵ Ibid. Département d'État américain.

⁶ Ibid. Département d'État américain.

⁷ Ibid. Département d'État américain.

⁸ Ibid. Département d'État américain.

⁹ Le classement mondial de la liberté de la presse publié par Reporters sans frontières évalue le niveau de la liberté d'information dans 179 pays établi au moyen de sondages auprès des ONG locales et des organisations de la société civile œuvrant pour la défense de la liberté d'expression à travers le monde. Le classement est aussi établi par des correspondants locaux et au moyen de suivis sur les infractions à la liberté de presse partout où elles ont lieu. La méthodologie comporte six indicateurs : 1) le pluralisme des médias, 2) l'indépendance des médias, 3) l'environnement médiatique et l'autocensure, 4) l'encadrement légal des médias, 5) la transparence des médias, 6) l'infrastructure des médias. Le score obtenu à partir de ces six indicateurs est combiné avec une note du niveau de violence contre les journalistes dans le pays pour donner un score global. La Fondation CJPME classe l'indice de liberté de la presse comme suit : 0 à 14,99 (25 pays), généralement libre, diversifiée et indépendante; 15 à 24,99 (29 pays), en grande partie libre, diversifiée et indépendante; 25 à 29,99 (32 pays), partiellement libre, diversifiée et indépendante; 30 à 39,99 (49 pays), partiellement contrôlée, limitée ou intimidée; 40 et plus (42 pays), hautement contrôlée, limitée ou intimidée.

¹⁰ « Classement mondial de la liberté de presse ». Reporters sans frontières : pour la liberté de l'information. 1er janvier 2016. Consulté le 14 juin 2016.

<https://rsf.org/en/ranking>.

¹¹ "Country Reports on Human Rights Practices for 2015 Guatemala." Département d'État américain. 1er janvier 2016. Consulté le 14 juin 2016.

<http://www.state.gov/j/drl/rls/rrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2015&dliid=253017>.

¹² "Guatemala." World Report 2016: Guatemala. 1er janvier 2016. Consulté le 14 juin 2016. <http://www.hrw.org/world-report/2016/country-chapters/Guatemala>.

¹³ "Guatemala." International Religious Freedom Report for 2015. 1er janvier 2016. Consulté le 14 juin 2016.

<http://www.state.gov/j/drl/rls/irf/religiousfreedom/index.htm?year=2014&dliid=238548>.

¹⁴ "Guatemala." World Report 2016: Guatemala. 1er janvier 2016. Consulté le 14 juin 2016. <http://www.hrw.org/world-report/2016/country-chapters/Guatemala>.

¹⁵ Freedom House est une ONG américaine reconnue à l'échelle internationale qui documente et mesure la qualité des pratiques démocratiques dans un pays donné, en matière de droits civils et de droits politiques L'échelle de classification de Freedom House est la suivante : de 1 à 2,5 (libre), de 3 à 5,5 (partiellement libre), 6 ou 7 (non libre).

¹⁶ Le classement des libertés civiles de Freedom House mesure, entre autres, a) la liberté d'expression et de croyance, b) le droit d'association et d'organisation, c) la primauté du droit et d) l'autonomie personnelle et les droits individuels. Freedom House classe les pays de 1 à 2,5 (libre), de 3 à 5,5 (partiellement libre), 6 ou 7 (non libre). Consulté le 14 juin 2016. <https://freedomhouse.org/report/freedom-world-2016/methodology>.

¹⁷ "Guatemala." Freedom in the World 2016: Guatemala. 1er janvier 2016. Consulté le 14 juin 2016. <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2016/guatemala>.

¹⁸ Voir la note sur l'organisation Freedom House ci-dessus. L'évaluation des droits politiques de Freedom House tient compte : a) du processus électoral, b) du pluralisme et de la participation politique et c) du fonctionnement du gouvernement. Consulté le 14 juin 2016. <https://www.freedomhouse.org/report/freedom-world-2016/methodology>

¹⁹ "Guatemala." Freedom in the World 2016: Guatemala. 1er janvier 2016. Consulté le 14 juin 2016. <https://freedomhouse.org/report/freedom-world-2016/methodology>.

²⁰ Transparency International (TI) publie annuellement un « Indice de perception de la corruption » basé sur des recherches et des sondages indépendants. Les principales catégories de corruption sont ventilées dans l'indice afin de fournir des précisions sur les thématiques, par exemple la perception de la corruption, la lutte contre la corruption ou l'opacité financière. Les pays sont notés sur 100; plus le score est élevé, moins la société est corrompue. La Fondation CJPME a classé les pays comme suit : de 80 à 100 (11 pays) corruption très limitée; de 60 à 79 (27 pays) corruption limitée; de 40 à 59 (41 pays) quelque peu corrompu; de 20 à 39 (80 pays) hautement corrompu; de 0 à 10 (15 pays) extrêmement corrompu.

²¹ "Guatemala." Corruption by Country. 1er janvier 2016. Consulté le 14 juin 2016. <http://www.transparency.org/country#GTM>.

²² "Country Reports on Human Rights Practices for 2015 Guatemala." Département d'État américain. 1er janvier 2016. Consulté le 14 juin 2016.

<http://www.state.gov/j/drl/rls/rrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2015&dliid=253017>.

²³ Cette mesure est basée sur le Global Gender Gap Index du Forum économique mondial, où 0,00 désigne l'inégalité entre les sexes et 1,00 l'égalité totale entre les sexes. Cet indice se penche sur quatre sous-domaines : participation et perspectives économiques; niveau de scolarité; santé et espérance de vie; émancipation politique. Un score en pourcentage est attribué à chaque pays; plus le pourcentage est élevé, plus le pays se rapproche de la parité. La Fondation CJPME a classé les pourcentages comme suit : de 80 à 100% (5 pays) : presque égalitaire; 70-79% (60 pays) : quelque peu inégalitaire; 0-69% (77 pays) : fortement inégalitaire.

²⁴ "Guatemala." World Economic Forum. 1er janvier 2016. Consulté le 14 juin 2016. <http://reports.weforum.org/global-gender-gap-report-2015/economics/#economy=GTM>.

²⁵ Cette mesure est basée sur la note obtenue dans le KidsRights Index Overall Score. Le calcul de l'indice prend notamment en compte les éléments suivants : l'espérance de vie et la mortalité maternelle; la santé; l'éducation; la protection et l'environnement entourant les droits de l'enfant. Chaque pays se voit attribuer une note en pourcentage; plus celle-ci est élevée, plus les enfants sont protégés. KidsRights classe les pays en fonction de ces pourcentages et la Fondation CJPME ventile les catégories comme suit : de 70 à 100 % (77 pays) : protégés; de 60 à 70 % (29 pays) : quelque peu protégés; de 45 à 50 % (33 pays) : légèrement vulnérables; de 30 à 45 % (12 pays) : hautement vulnérables; moins de 30 % (11 pays) : extrêmement vulnérables.

²⁶ "The KidsRights Index: Overall Score." The KidsRights Index. Octobre 2015. Consulté le 14 juin 2016.

<http://www.kidsrightsindex.org/Portals/5/Overall%20Index%20October%202015.pdf>.

²⁷ "Country Reports on Human Rights Practices for 2015 Guatemala." Département d'État américain. 1er janvier 2016. Consulté le 14 juin 2016.

<http://www.state.gov/j/drl/rls/rrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2015&dliid=253017>.

²⁸ Ibid. Département d'État américain.

²⁹ "ILGA State-Sponsored Homophobia." International Lesbian Gay and Intersex Association. May, 2015. Consulté le 14 juin 2016.

http://old.ilga.org/Statehomophobia/ILGA_State_Sponsored_Homophobia_2015.pdf. Voir aussi Ibid. Département d'État américain.

³⁰ L'Association internationale des lesbiennes, gays, bisexuels, transsexuels et intersexués (ILGA) a été créée en 1978 avec pour principe fondateur la dénonciation de l'homophobie étatique, partout où elle existe. ILGA publie chaque année une carte accompagnée d'un rapport sur le harcèlement sexuel qui traite des actes légaux et illégaux de discrimination appuyée par l'État.

³¹ "Country Reports on Human Rights Practices for 2015 Guatemala." Département d'État américain. 1er janvier 2016. Consulté le 14 juin 2016.

<http://www.state.gov/j/drl/rls/rrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2015&dliid=253017>.

³² Ibid. Département d'État américain.

³³ Ibid. Département d'État américain.

³⁴ Ibid. Département d'État américain. Voir également une comparaison très bien réalisée des salaires, des revenus et des heures de travail hebdomadaire sur http://en.wikipedia.org/wiki/List_of_minimum_wages_by_country

³⁵ "Global Employment Trends." International Labour Organization. 1er janvier 2016. Consulté le 14 juin 2016. http://www.ilo.org/global/research/global-reports/global-employment-trends/2014/WCMS_233936/lang--en/index.htm.